



SANTÉ

Avec le gynécologue des femmes de la rue

Avec son association, le docteur Bernard Guillon se bat pour offrir un suivi médical décent aux femmes enceintes sans toit et sans ressources. Un travail patient mené en région parisienne où environ 1 000 femmes accouchent chaque année sans avoir vu de médecin au préalable.



DEPUIS LA REPRISE DES MARAUDES EN MARS, BERNARD GUILLON, GYNÉCOLOGUE MILITANT, A RENCONTRÉ UNE CENTAINE DE FEMMES, DONT LA MOITIÉ ONT PU ÊTRE « REMISES SUR LE CHEMIN DES SOINS ». PHOTO JULIEN JAULIN

15%
DES FEMMES
EN GRANDE PRÉCARITÉ
RISQUENT
D'ACCOUCHER
PRÉMATURÉMENT
CONTRE 8 % DANS
LE RESTE DE LA
POPULATION.

« **B**eaucoup considèrent que, dans la précarité, les femmes sont au fond "des hommes comme les autres". S'occuper de leur santé en particulier serait superflu. Or, c'est tout le contraire. » Cheveux mi-longs, fines lunettes et franc sourire, le docteur Bernard Guillon, gynécologue militant, a épousé depuis longtemps la cause des futures mères en grande difficulté sociale, vivant sans toit, dans des squats ou des habitats très précaires. Un combat mené sur tous les continents du globe par cet ancien de Médecins sans frontières (MSF), de la Palestine à Madagascar en passant par l'Éthiopie ou l'Afghanistan. Mais aussi dans des contrées beaucoup moins lointaines, au cœur de la région parisienne.

Des troubles en forte augmentation

« Quatre-vingts femmes enceintes dorment dans la rue chaque nuit à Paris », estime le fondateur en 2001 de l'Association pour le développement de la santé des femmes (ADSF). Soutenue depuis quelques mois par les laboratoires **iprad** mais aussi désormais par l'agence régionale de santé, l'ADSF a pu racheter au printemps un petit camion et reprendre ses maraudes dans l'Est parisien, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Pour maintenir le rythme d'un déplacement par semaine, « voire l'augmenter, car les besoins sont immenses », elle cherche à attirer de nouveaux bénévoles, médecins et non médecins

(1). « Chaque année, environ 1000 femmes se présentent dans des hôpitaux de la région pour accoucher sans avoir bénéficié d'aucun suivi médical pendant leur grossesse », pointe l'hyperactif Bernard Guillon, également père de cinq enfants et chanteur d'opéra à ses heures perdues. La grossesse n'a, certes, rien d'une maladie, mais ce manque de suivi peut avoir des conséquences dramatiques. Hypertension gravidique – deuxième cause de mortalité maternelle dans le monde –, diabète gestationnel, infections courantes ou plus lourdes, comme l'hépatite B, C ou le sida, malnutrition, conduites addictives... La liste est longue de ces troubles qui augmentent fortement, chez les plus précaires, le risque d'accouchement prématuré (de 12 % à 15 %, contre 6 % à 8 % dans la population générale) ou la nécessité de recourir à une césarienne (30 %, contre 18 % en moyenne), qui elle-même multiplie par 3,5 le risque de mort maternelle. « Or, insiste le gynécologue, la plupart de ces complications peuvent être évitées grâce à un suivi minimal. Une simple prise de tension peut prévenir bien des problèmes. »

Cet après-midi d'octobre, le médecin et son équipe arpentent le campement rom de la rue Truillot, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Sur ce vaste terrain appartenant à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, des dizaines de familles survivent depuis plus de trois ans, entre les monceaux de détrit

les hordes de rats. Stéthoscope autour du cou et gilet jaune fluo sur les épaules, Bernard Guillon va à la rencontre des habitantes qui pourraient avoir besoin de ses services. « Bonjour ! C'est l'association pour la santé des femmes », lance l'énergique docteur, en cheminant entre les baraquements de fortune. Ce n'est pas la première visite de l'ADSF sur place, et il ne faut pas attendre longtemps pour que des portes s'ouvrent. Ici, c'est un couple qui n'arrive pas à avoir d'enfant et montre au médecin ses résultats d'analyse. Là, une femme en grande détresse, diabétique, qui élève seule sa petite fille. Un peu plus loin, deux autres, le ventre bien rond, qui avouent n'avoir vu personne depuis le début de leur grossesse – elles sont enceintes de quatre et cinq mois. « Et vous pensez accoucher où ? » s'enquiert le médecin. « À la maison », répond timidement l'une. *Je l'ai déjà fait en Roumanie...* » Typiquement le genre de situation pour laquelle l'association intervient. « Au final, analyse Bernard Guillon, elles appelleront peut-être les pompiers pour être emmenées à l'hôpital. Mais dans quelles conditions ? C'est une prise de risques inutile. »

Équipé d'un fauteuil de consultation gynécologique à l'arrière, le camion de l'ADSF peut permettre de délivrer des soins de base, comme un frottis. Mais le plus souvent, l'objectif est simplement d'inviter ces femmes à rejoindre l'offre de soins existante. « Beaucoup sont demandeuses de ce suivi, mais elles ne savent pas comment procéder, explique Zoé Bisquay, bénévole à l'association. Du coup, nous leur prenons des rendez-vous à l'hôpital, dans les PMI (protection maternelle et infantile – NDLR) ou les centres de santé. » Depuis la reprise des maraudes en mars, l'association a effectué plus d'une vingtaine de déplacements, rencontré une centaine de femmes, dont la moitié ont pu être « remises sur le chemin des soins ». « C'est un travail lent, il faut du temps pour s'approprier, convaincre de l'utilité de la démarche, souligne Bernard Guillon. On ne reçoit pas des personnes en grande précarité en dix minutes chrono. » Depuis peu, l'ADSF tourne aussi dans les hôtels sociaux du 115. La veille de la maraude d'Ivry, le gynécologue a ainsi rencontré six ou sept familles, venues de Sri Lanka, de Bulgarie ou de Sierra Leone, et hébergées à Brétigny-sur-Orge (Essonnes). « Dans ces structures, ce sont souvent des gens avec un bon niveau d'éducation, qui ont fait preuve d'un sacré courage pour quitter leur pays. C'est dommage de ne pas pouvoir faire encore plus pour eux », regrette le médecin. Les femmes, elles, savent ce qu'elles doivent à l'association. « C'est bien que vous soyez venus, lui a lancé l'une d'elles à Brétigny. Cela montre qu'on n'est pas abandonné. Je vais mieux dormir ce soir. »

ALEXANDRE FACHE

(1) Les volontaires peuvent contacter l'association au 06 46 43 23 64 ou par e-mail adsfasso@club-internet.fr